

MARS 2025

Rapports du Commissaire aux Comptes



RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES

*Agence de Développement et
de Réservation Touristique
de Lot-Et-Garonne*

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOMMAIRE

1. RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
2. COMPTES ANNUELS
3. RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES





Expertise Comptable
Audit & Conseil

Associés
Commissaires aux comptes

Éric CHAVANON
Vincent MICHAUD
Aurélie LAMARQUE
Eric BOISSEL
Barbara OLLE-MAUREL

755, avenue du Général Leclerc
47000 AGEN
Tél : 05 53 77 97 79
auditrs@orcom.fr

ORCOM AUDIT RSO
Société de Commissaires
aux Comptes membre de la
Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes
de Grande Aquitaine

SAS AU CAPITAL DE 75.000 €
RCS AGEN 393 376 140
N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :
FR 48 393 376 140

AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DE LOT-ET-GARONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Agence de Développement et de Réservation Touristique de Lot-Et-Garonne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DE LOT-ET-GARONNE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

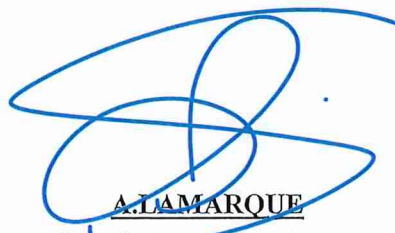
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Agen, le 11 mars 2025

Pour ORCOM AUDIT RSO,


A. LAMARQUE
 Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	73 372	70 758	2 613	1 008
Autres immobilisations incorporelles	4 605	1 834	2 771	3 692
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	21 200	19 336	1 864	2 553
Autres immobilisations corporelles	126 512	52 996	73 516	12 374
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 350		4 350	4 164
TOTAL I	230 039	144 924	85 115	23 792
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	18 868		18 868	
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 733		3 733	584
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	12 220		12 220	7 279
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	390 882		390 882	380 619
Charges constatées d'avance	37 259		37 259	24 567
TOTAL III	462 963		462 963	413 049
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecart de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	693 001	144 924	548 078	436 841

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	2 795	2 795
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	211 683	485 528
Excédent ou déficit de l'exercice	46 372	-273 844
Situation nette	260 850	214 478
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	260 850	214 478
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 966	44 489
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	136 846	162 431
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	75 672	7 704
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	9 744	7 738
TOTAL V	287 227	222 363
Ecart de conversion passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	548 078	436 841

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	718	
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	52 556	62 581
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 441 804	1 243 119
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	21 732	42 233
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	26 701	257 568
TOTAL I	1 543 511	1 605 502
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	20 586	
Variation de stocks	-18 868	
Autres achats et charges externes	527 683	853 551
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	57 857	63 850
Salaires et traitements	653 313	694 550
Charges sociales	244 096	245 041
Dotations aux amortissements et dépréciations	12 206	22 758
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 870	1 260
TOTAL II	1 499 745	1 881 009
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	43 767	-275 507
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 454	2 317
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 454	2 317
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		198
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		198
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 454	2 119
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	46 221	-273 388

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	396	325
Sur opérations en capital	2 814	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	3 210	325
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	45	781
Sur opérations en capital	2 814	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	200	
TOTAL VI	3 059	781
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	151	-456
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 549 176	1 608 145
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 502 804	1 881 989
EXCEDENT OU DEFICIT	46 372	-273 844
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Présentation générale

L'association ADRT 47 (Agence de Développement et de Réservation Touristique de Lot-et-Garonne) a pour but d'accompagner la politique touristique du Lot-et-Garonne.

A cet effet, l'association :

- fédère l'ensemble des acteurs du tourisme locaux et départementaux, élus, associations, professionnels ;
- assure la promotion de la destination Lot-et-Garonne sur le marché français et à l'étranger en partenariat avec le CRT Nouvelle Aquitaine et Atout France ;
- assure au niveau départemental, la qualification, la labellisation, la promotion de l'offre en collaboration avec les professionnels et les organismes concernés ;
- effectue le classement des meublés de tourisme ;
- recense l'offre du département, collecte les données statistiques existantes ;
- met en marché les produits de la destination touristique du Lot-et-Garonne ;
- intervient en tant que conseil lors de la phase de projet de création ou de reprise d'équipements touristiques ;
- contribue à la coordination, au soutien et à l'animation des Offices de tourisme, à leur demande ;
- favorise et aide toutes les actions susceptibles de contribuer au développement du tourisme dans le Lot-et-Garonne ;
- organise la promotion, la production, la réservation et la vente de tous les types de produits et objets touristiques, ainsi que les prestations concourant à la promotion touristique du département de Lot-et-Garonne, en assurant la réservation et la vente de ces produits ou prestations.

Afin de réaliser l'ensemble de ces actions, l'association perçoit l'essentiel de ses subventions du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne à hauteur de 1 430 000 € pour l'exercice 2024.



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 548 078 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 46 372 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--|------------|
| • Logiciels | 1 - 5 ans, |
| • Autres immobilisations incorporelles | 5 ans, |
| • Matériel et outillage | 2 - 5 ans, |
| • Matériel de transport | 5 ans, |
| • Matériel de bureau et informatique | 2 - 3 ans, |
| • Mobilier de bureau | 3 - 5 ans. |

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du coût moyen unitaire pondéré" (CMUP).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés ne sont pas comptabilisés.

Conformément à la convention collective "Organismes de tourisme à caractère non lucratif", les salariés qui quittent l'association au moment de leur départ en retraite bénéficient d'une indemnité de fin de carrière. L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié compris entre 60 - 67 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.35%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 202 838 euros. Au 31 décembre 2024, le montant des primes correspondantes en solde auprès de la société GAN VIE s'élève à 132 710 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 0 euro.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, certaines activités lucratives accessoires et non prépondérantes font l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. La répartition du compte de résultat relatif à ces opérations fait l'objet du tableau particulier ci-joint :

	Secteur lucratif	Secteur non lucratif
Chiffre d'affaires	52 556 €	718 €
Résultat avant impôts	- 105 645 €	152 017 €
Impôt sur les sociétés	0 €	0 €
Résultat net	-105 645 €	152 017 €

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 143 865 euros. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	141 403 €	2 462 €

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	75 123		2 854
TOTAL	75 123		2 854
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	28 127		1 282
- Générales, agencements et aménagements divers			65 361
Matériel :			
- De transport	23 295		
- De bureau et informatique, mobilier	34 009		3 847
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	85 431		70 490
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	4 164		3 200
TOTAL	4 164		3 200
TOTAL GENERAL	164 718		76 543
CADRE B	Diminutions	Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		77 977	
TOTAL		77 977	
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	8 208	21 200	
- Gales, agencts et aménagt. divers		65 361	
- De transport		23 295	
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier		37 856	
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	8 208	147 712	
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	3 014	4 350	
TOTAL	3 014	4 350	
TOTAL GENERAL	11 222	230 039	

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		70 422	2 170		72 592
TOTAL		70 422	2 170		72 592
Terrains					
Constructions :					
- Sur sol propre					
- Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		25 574	1 971	8 208	19 336
Installations générales, agencements et aménagements divers			1 634		1 634
Matériel de transport		13 725	4 434		18 159
Matériel de bureau et informatique, mobilier		31 204	1 998		33 203
Emballages récupérables et divers					
TOTAL		70 503	10 037	8 208	72 331
TOTAL GENERAL		140 926	12 206	8 208	144 924

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 350		4 350
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	3 733	3 733	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	323	323	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	11 804	11 804	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	93	93	
Charges constatées d'avance	37 259	37 259	
TOTAL	57 562	53 212	4 350

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	64 966	64 966		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	60 453	60 453		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	64 322	64 322		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 071	12 071		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	75 672	75 672		
Produits constatés d'avance	9 744	9 744		
TOTAL	287 227	287 227		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 795				2 795
Report à nouveau	485 528	-273 844			211 683
Excédent ou déficit de l'exercice	-273 844	273 844	46 372		46 372
Situation nette	214 478		46 372		260 850
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	214 478		46 372		260 850

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	3	
Agents de maîtrise & techniciens	11	
Employés	6	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	20	



Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 193	8 353
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	100 067	123 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	70	
Instruments de trésorerie		
TOTAL	124 330	131 413

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres		2 297
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL		2 297

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	9 744	7 738
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		9 744	7 738

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	37 259	24 567
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		37 259	24 567



Expertise Comptable
Audit & Conseil

Associés
Commissaires aux comptes

Eric CHAVANON
Vincent MICHAUD
Aurélie LAMARQUE
Eric BOISSEL
Barbara OLLÉ-MAUREL

AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUE DE LOT-ET-GARONNE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Agence de Développement et de Réservation Touristique de Lot-Et-Garonne,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

755, avenue du Général Leclerc
47000 AGEN
Tél : 05 53 77 97 79
auditrsorcom.fr

ORCOM AUDIT RSO

Société de Commissaires
aux Comptes membre de la
Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes
de Grande Aquitaine

S.A.S AU CAPITAL DE 75.000 €
RCS AGEN 393 376 140
N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :
FR 48 393 376 140

Fait à Agen, le 11 mars 2025

Pour ORCOM AUDIT RSO,


A. LAMARQUE

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine